

MÉTALLOS



Octobre 2012

BULLETIN DU SYNDICAT INDUSTRIEL DES MÉTAUX DE LA RÉGION PARISIENNE (SIM-RP)
33, RUE DES VIGNOLES, 75020 PARIS / MAIL : SIM-RP@CNT-F.ORG / TÉL. : 06 74 17 60 34 / WEB : WWW.CNT-F.ORG/URP

INDUSTRIE AUTOMOBILE DE LA RÉGION PARISIENNE : UN SEUL ET MÊME COMBAT !

Les promesses électorales de la gauche se sont déjà dissipées et les travailleurs confrontés aux suppressions d'emplois sont bien placés pour les constater. Le 14 juillet, François Hollande déclarait encore qu'à Peugeot « le gouvernement ne laisserait pas faire... » Aujourd'hui, la politique sociale du pouvoir montre son vrai visage : accompagner les licenciés pour qu'ils retrouvent un travail, accompagnement qui mène jusqu'au Pôle emploi le plus proche. Quant au ministère du « Redressement productif », il a vite baissé pavillon devant le rouleau compresseur des plans sociaux du patronat. Ces derniers jours encore on entendait la phrase suivante dans les médias : « Mittal donne deux mois au gouvernement pour trouver un repreneur pour les hauts-fourneaux de Florange. » Surpuissance du monde de la finance face à un pouvoir politique impuissant. Face à ce constat il n'y a pas d'autre alternative que de retrouver le chemin de la lutte collective si l'on veut préserver son droit au travail.

Ne pas se résigner, ne pas faire le deuil de son emploi !

En annonçant la suppression de 8 300 emplois au comité central d'entreprise de PSA juste avant les vacances la patronat savait ce qu'il faisait : il pariait sur le fait qu'après les congés les ouvriers seraient plus résignés, prêts à négocier le prix de leur départ. Pourtant des signes de résistance éclatent ici et là, montrant que la lutte est possible, et certains insistent sur le fait qu'il faut se battre sur tous les sites, coordonner les actions, refuser tout plan de restructuration, associer les populations locales qui vivent à côté des usines, car plusieurs départements sont socia-

Unité syndicale CGT-CNT à PSA Metz Borny

Les sections CGT et CNT de Psa Metz Borny rappellent que le plan de fermeture d'Aulnay est inacceptable. « Elles se retrouvent pour refuser toute suppression d'emploi de quelque nature que ce soit. Elles affirment que seule la solidarité de tous les travailleurs du groupe sera à même de faire barrage à cette politique anti-sociale. » M. Varin (patron de PSA) affirmait à la sortie d'un CE en juillet : « Nous avons une sécurité financière importante, ce qui fait que ce sujet n'est pas à l'ordre du jour. » Cette sécurité porte sur plus de 10 milliard d'euros ! Et la sécurité financière des travailleurs privés de travail ! Ce n'est évidemment pas M. Varin qui va s'en préoccuper. Les sections CGT et CNT de Psa Metz Borny, oui : « C'est parce que nos organisations refusent cet état de fait qu'elles vont continuer à construire la mobilisation et le rapport de force afin de faire plier la direction de PSA et d'obtenir le retrait de son plan de démolitions sociale. »



ment sinistrés. De plus en plus de travailleurs comprennent que dans cette société ils ne sont RIEN, et ils voient que dans les entreprises qui ferment les patrons sont plus préoccupés de récupérer des machines que des êtres humains.

Ouvriers de l'industrie automobile et de la sous-traitance : même combat

Le combat des ouvriers des PSA concerne les salariés des entreprises sous-traitantes qui ne peuvent attendre sans broncher d'être mis sur la chaîne qui les conduira à l'abattoir, car la liquidation de l'usine d'Aulnay sera suivie de coupes sombres chez les sous-traitants. Et ils sont nombreux dans toute la région parisienne et au-delà. Mais chez Renault aussi les suppressions d'emploi se multiplient, et l'inquiétude grandit chez les sous-traitants. Le combat unitaire chez tous les constructeurs automobiles et leurs sous-traitants est donc à l'ordre du jour.

Refuser la mise en concurrence des ouvriers

Dans ce contexte il convient de refuser le chantage exercé par le patronat qui essaie de nous mettre en concurrence, opposant les équipes les unes aux autres, opposant les sites entre eux. Avec des phrases du type : « Si vous n'êtes pas bons, tout va aller en Turquie, vous devez être performants. » La seule possibilité de riposte à ce chantage c'est la lutte coordonnée, sinon nous serons battus et virés les uns après les autres.

Nous n'avons pas le choix : construire un mouvement de résistance sociale ou perdre notre dignité en même temps que notre travail. Seule la lutte paie !



La CNT... qui sommes-nous ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation – telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité – englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT ! Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'État et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott, etc.). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. Parce que nos délégués sont élus sur des mandats précis et qu'ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations, etc.).

ET SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population, et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou intercatégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal-logés, des sans-papiers, des lycéens et des étudiants sont aussi les nôtres. Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux.



RENAULT FLINS : NON AUX RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

À Renault-Flins, depuis plusieurs années, la baisse des effectifs est constante, avec une accélération depuis cinq ans. Nous sommes désormais moins de 3 000 personnes embauchées en fixe, auxquelles il faut ajouter les travailleurs intérimaires qui ont des contrats précaires, renouvelables chaque semaine et sans aucun espoir de se faire embaucher en CDI, pour ceux et celles qui le souhaitent.

Le manque de personnel avec l'arrivée de la CLIO4 se fait cruellement ressentir dans tous les ateliers, ce qui entraîne une charge de travail plus importante avec son lot de conséquences médicales néfastes pour les ouvriers, comme les troubles musculo-squelettiques, le mal de dos, etc.

Nouvelle réduction, la direction a décidé de supprimer 371 postes de la main-d'œuvre de structures qui regroupe les agents administratifs, les agents de la qualité, les ouvriers de maintenance et les agents de maîtrise. Ceci avec des départs à la retraite non remplacés, des reclassements sur d'autres sites du groupe ou en recasant certains sur des postes de production. Pour ceux qui restent dans les services concernés, cela se traduit par une surcharge de

travail. Ce que veut la direction c'est fabriquer toujours plus de voitures avec moins de personnel et en augmentant les cadences.

La seule solution à ces restructurations permanentes c'est le recours à la grève et à la solidarité sans faille de tous les salariés pour faire reculer la direction, car unis nous serons plus efficaces dans la lutte. Sur d'autres sites de production du groupe la situation est préoccupante avec l'annonce de journées de chômage, comme à Sandouville où l'on fabrique le haut de gamme comme l'Espace ou la Velsatis. Et à Douai 15 jours de chômage par mois sont prévus jusque la fin de l'année. La lutte sur tout le groupe est à l'ordre du jour.

Correspondant CNT Renault Flins



Travailleurs handicapés dans la sous-traitance industrielle

La section CNT de l'entreprise adaptée d'Echirolles (Association des paralysés de France, APF), spécialisée dans la sous-traitance industrielle entre autres de l'automobile, se bat pour la dignité des travailleurs handicapés de cette entreprise à qui il est demandé, comme dans toutes les entreprises de la sous-traitance industrielle, un rendement maximum avec le salaire le plus bas, tout en ne respectant pas la convention collective de la métallurgie pourtant applicable. « Notre section syndicale s'engage dans un combat de géant ou nous souhaitons que chaque personne en situation de handicap puisse sortir de l'isolement dans lequel elle se trouve et découvrir qu'il est possible de se réapproprier ses propres envies, ses luttes, pour les mettre en commun dans un rapport de force ». CNT APF Industrie (Echirolles, 38)

Lear, sous-traitance automobile et industrielle

D'un bout à l'autre de la chaîne de production, nous sommes tous concernés par les fermetures d'usine. Ainsi, Lear France, dans le 95, entreprise mondiale, produit les fauteuils pour les véhicules montés par PSA à Aulnay. Malgré la mise en concurrence des équipes et des chaînes de production des jours et des semaines de chômage technique sont déjà programmées. Faute de la mobilisation des salariés, faute de solution industrielle alternative, l'avenir du site pourtant récent est compromis. Ici aussi la lutte coordonnée s'impose avec les travailleurs d'Aulnay.

Section CNT Lear